

Favoritisme pour une entreprise proche du frère de Der Leyen ?

écrit par Monique B | 9 octobre 2023

Une entreprise proche du frère d'Ursula von der Leyen aurait pu bénéficier de favoritisme.



SOUPÇON DE FAVORITISME

Le Parlement européen peine à obtenir des réponses sur les affaires du frère d'Ursula von der Leyen en Roumanie

Un député européen allemand a remis en question ce que la Commission savait réellement des allégations de corruption dans le cadre d'une enquête sur le secteur roumain de l'assurance automobile. Une entreprise proche du frère d'Ursula von der Leyen aurait pu bénéficier d'une réévaluation européenne laxiste dans le secteur.



SOUPÇON DE FAVORITISME

Le Parlement européen peine à obtenir des réponses sur les affaires du frère d'Ursula von der Leyen en Roumanie

Un député européen allemand a remis en question ce que la Commission savait réellement des allégations de corruption dans le cadre d'une enquête sur le secteur roumain de l'assurance automobile. Une entreprise proche du frère d'Ursula von der Leyen aurait pu bénéficier d'une réglementation européenne laxiste dans le secteur.

L'octroi d'une licence pour vendre de l'assurance automobile en Roumanie à une société dirigée par le frère de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen fait sourciller à Bruxelles. Cela survient quelques semaines seulement après que la Commission a refusé l'accès aux députés européens pour qu'ils puissent consulter un rapport officiel relatif aux irrégularités commises par le principal régulateur roumain des assurances et à une prétendue campagne de harcèlement contre une entreprise en particulier.

L'eurodéputé allemand Lars Peter Berg, l'un des députés européens qui ont exprimé leurs inquiétudes quant à la gestion de l'affaire par la Commission, a déclaré dans un commentaire au Conservateur européen :

Compte tenu des réponses évasives de la Commission aux questions parlementaires sur toute cette question, je me

demande s'il n'est pas temps de mener une enquête indépendante sur ce qui se passe exactement en Roumanie et sur les capacités de la Commission à superviser l'industrie.

« Eazy Asigurari », une filiale du géant européen des jeux de hasard Superbet, a choqué les experts au début du mois lorsqu'elle a obtenu une licence pour vendre de l'assurance automobile par le régulateur roumain des assurances ASF, contre les attentes de la plupart des experts du secteur.

Superbet, l'un des plus grands consortiums de jeux en ligne d'Europe, spécialisé dans la technologie des paris, réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,1 milliard de dollars. La société a annoncé la nomination de Hans-Holger Albrecht, le frère de von der Leyen, au poste de président en février, coïncidant avec un plan d'expansion mondiale.

Soutenue financièrement par la société de gestion d'actifs américaine Blackstone, l'entrée de Superbet sur le marché roumain de l'assurance intervient après des années d'intrigues financières et politiques dans le secteur qui ont culminé avec le départ forcé de l'une des plus grandes compagnies d'assurance du pays, Euroins, après ce qu'elle prétendait être **une campagne de harcèlement réglementaire de la part d'ASF.**

En mars de cette année, ASF a retiré la licence commerciale d'Euroins en raison d'un déficit de capital de 400 millions d'euros, un fait contesté non seulement par l'entreprise mais aussi par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), les régulateurs bulgares et un organisme indépendant. auditeur qui ont tous affirmé que l'entreprise était solvable.

Le secteur roumain de l'assurance automobile a connu d'intenses troubles ces dernières années, avec la faillite de quatre grandes sociétés et des liens endémiques avec le

crime organisé et la corruption politique.

Euroins affirme avoir vu ses cartes marquées par ASF et les autorités roumaines lorsqu'elle a refusé de racheter la compagnie d'assurance en faillite City Insurance en 2019, malgré les pressions politiques, et que cela a déclenché une campagne de quatre ans de harcèlement réglementaire à son encontre, aboutissant à son autorisation de commercer. étant suspendu en février.

Alors qu'un rapport du principal régulateur européen des assurances, l'EIOPA, a soutenu ASF dans son affirmation selon laquelle Euroins était essentiellement insolvable, l'affaire a été compliquée par le refus inhabituel de la Commission d'autoriser les députés à examiner un rapport non expurgé sur l'affaire, provoquant une vague de questions parlementaires.

L'eurodéputé AfD Gunnar Beck considère la conduite de l'UE suffisamment trouble pour saisir le Médiateur européen, citant directement les relations du frère de von der Leyen avec le secteur roumain des assurances.

Dans un communiqué, Beck a dénoncé les conséquences potentielles sur les conducteurs roumains ordinaires qui pourraient se retrouver sans assurance dans le pays et à l'étranger, affirmant que l'affaire était une preuve supplémentaire de l'incompétence de von der Leyen pour le poste le plus élevé de la Commission.

Dans l'état actuel des choses, une entreprise présidée par le frère de von der Leyen profiterait d'un vide important sur le marché laissé par le départ d'Euroins. Des questions ont été soulevées à plusieurs reprises sur le fait que Bruxelles ferme les yeux sur la corruption en Roumanie au motif de l'europhile relative du gouvernement roumain au pouvoir.

Lars Patrick Berg a qualifié les révélations d'« alarmantes

» dans une correspondance adressée au Conservateur européen, ajoutant :

Le remplaçant d'Euroins, une compagnie d'assurance européenne, semble être une société soutenue par les États-Unis et dont le bilan éthique est discutable.

Un porte-parole d'Euroins a confirmé au Conservateur européen que la société intentait actuellement une action en justice contre les régulateurs roumains aux niveaux européen et national, ajoutant qu'ils pensaient que les institutions européennes ignoraient les preuves de la solvabilité de leur entreprise.

À ce stade, il n'y a aucune suggestion de faute professionnelle de la part de von der Leyen, Hans-Holger Albrecht ou Superbet. Ni la Commission européenne, ni l'EIOPA, ni ASF n'ont répondu à une demande de commentaires au moment de la publication.

[Cet article a été publié initialement sur le site The European Conservative : cliquez ICI](#)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/scandale-a-bruxelles-les-etranges-affaires-du-frere-de-mme-von-der-leyen-en-roumanie-europe-ue-reformes-mesures-polemique-eurodeputes-elections-europeennes-commission-lars-peter-berg-thomas-o-reilly>

Voir aussi ici :

<https://atlantico.fr/article/decryptage/le-parlement-europeen-peine-a-obtenir-des-reponses-sur-les-affaires-du-frere-d-ursula-von-der-leyen-en-roumanie-superbet-entreprises-gunnar-beck-thomas-o-reilly>